

# L'ÉCHO DES CONFINÉ·ES



CoRoNAviRUS



**TOUT LE MONDE DOIT ÊTRE PROTÉGÉ  
POUR QUE LA CRISE SANITAIRE  
NE DEVIENNE PAS  
UN DÉSASTRE SOCIAL**

**Solidaire**

## Nous voici donc confiné·es...

Conscient·es des conditions difficiles dans lesquelles vous êtes désormais contraint·es de travailler, nous avons décidé de limiter notre communication à un journal en ligne dont voici le premier numéro. Ce format nous permettra de rester en lien sans submerger vos boîtes de mails déjà trop nombreuses. Nous envisageons de publier un journal tous les deux jours environ.

**Dans ce premier numéro, nos premières analyses sur les organisations mises en place dans notre collectivité, des informations sur la situation de nos collègues dans d'autres collectivités et une revue de presse pour rester informé·es.**

Le parlement a adopté la loi d'urgence sanitaire. Si on peut recevoir positivement le renouvellement des titres de séjours et des minima sociaux, nous déplorons les mesures favorisant le patronat au détriment de la protection des travailleur·ses : pas d'interdiction des activités non essentielles ni des licenciements, pas de gel des loyers et la possibilité accrue pour les employeur·ses d'imposer des congés durant la période de confinement.

Pour SUD CT, il est nécessaire que la crise que nous traversons soit l'occasion de repenser notre façon de vivre ensemble et donc d'organiser le travail et la distribution des richesses. Il n'est plus possible que les plus précaires soient laissé·es en proie aux périls de la rue alors que des milliers de mètres carrés sont laissés vacants par les spéculateurs. Il n'est plus possible que des intérêts privés décident de ce qui est essentiel ou non à produire et nous demandent de nous exposer pour leur profit. Il n'est plus possible que nous perdions du salaire et des congés alors que les grand·es capitalistes ont accaparé l'essentiel des richesses que nous avons produites.

Il n'est plus possible que notre pays ne rétablisse pas l'impôt sur les grandes fortunes quand on met au chômage des centaines de milliers de salarié·es. Il n'est plus possible d'accepter que ceux qui sont censés nous protéger ne prévoient pas une réserve stratégique de masque pour des raisons d'austérité budgétaire.

Dans l'immédiat, il faudra veiller à ce que le gouvernement ne profite pas de la crise en cours pour remettre en cause les droits des travailleur·ses. A ce sujet, nous vous renvoyons à La Stratégie du Choc, de Naomi Klein, qui expliquait dès 2002 la tendance du capitalisme à profiter des situations de crises importantes pour développer son emprise sur les classes populaires.

Pour notre part, nous restons vigilant·es et nous vous appelons à en faire de même. Nous serons mobilisé·es dès la fin de cette crise pour participer à la construction de tous les mouvements qui nous permettront de construire une société plus juste !

**NOS VIES VALENT PLUS  
QUE LEURS PROFITS !**



**MINISTRES  
DÉPISTÉS !**

**Que tu sois  
puissant  
ou  
misérable**

**DES TESTS  
VITE !**



Tou·tes confiné·es ? Presque! Certain.es de nos collègues restent mobilisé.es afin de garantir la continuité de missions particulièrement sensibles. C'est entre autres le cas des agents de la DGD Territoires et Action Sociale de Proximité, dont font partie les MDS et les DTS. Et une majorité ne sont pas en télétravail dans ces services.

Depuis le mercredi 18 mars les MDS sont fermées, et regroupées sur les sites des DTS (soit une dizaine de sites sur le département, au lieu de 90 en temps normal). La continuité de service est organisée pour que les équipes de MDS assurent un tour de rôle pour maintenir l'activité essentielle.

Dès le démarrage, nous avons appris que certaines des équipes mobilisées étaient confinées suite à des contacts entre des agent.es et des usagers atteints du COVID-19. Ces équipes sortaient donc de fait de l'effectif disponible pour assurer les permanences.

Malgré nos demandes, l'administration ne nous a pas communiqué l'état global des équipes confinées et de celles qui restent mobilisables. Pour autant, nous savons qu'au moins trois équipes sont confinées sur la DTS de Toulouse, ainsi que toutes celles de la DTS Sud Toulousain.

Plusieurs agent.es ont demandé à leur hiérarchie de généraliser le télétravail, afin de ne pas risquer de se contaminer entre collègues et évidemment de ne pas risquer de ramener le virus à nos domiciles. Là encore, nous avons

relayé cette demande à la Direction Générale qui à notre connaissance n'a pas répondu officiellement à nos collègues.

Lundi, nous avons appris que les deux sites de Toulouse sont regroupés sur Borderouge, et que la permanence de Muret est assurée par Balma, faute de combattant.es.

Nos collègues nous font part de leur angoisse pour eux.elles, leurs collègues et leurs proches. En outre, le retour d'expérience de la première semaine de confinement met en lumière deux éléments: premièrement, la plupart des tâches effectuées sur site pourraient être assurées en télétravail. Deuxièmement, il apparaît de plus en plus probable que de nouvelles équipes vont être confinées, réduisant comme peau de chagrin l'effectif disponible.

A ce jour, les équipements de protection sont insuffisants et ne permettent pas de protéger nos collègues et leurs familles, surtout pour effectuer des tâches dont la plupart pourraient être effectuées à distance. Nous demandons à la collectivité d'organiser un système d'astreinte, permettant de ne mobiliser les agent.es sur le terrain que si leur intervention est absolument indispensable (OPU, IP en urgence, etc...)

Ainsi, le nombre d'agent.es à l'extérieur serait réduit à son minimum, ce qui permettrait de limiter les risques d'infection, mais aussi de mieux répartir les maigres moyens de protection dont dispose notre collectivité dans un contexte de pénurie dont elle n'est pas responsable, mais qui s'impose à elle et qui ne l'affranchit pas de ses obligations en matière de santé au travail.



Nous demandons aussi d'être informé·es en temps réels des confinements d'équipes via nos représentant.es au CHSCT, qui se tiennent évidemment à la disposition des agent.es et de la collectivité.

## Des situation individuelles dans un cadre collectif

Le syndicat a eu à traiter plusieurs situations «RH».

### Situations de collègues en maladie et qui devaient reprendre à partir de la date du confinement

Cette situation est relativement simple. A la fin de l'arrêt maladie, il y a reprise du travail et donc salaire à taux plein en cas de 1/2 traitement. La ou le collègue reste à la maison en autorisation spéciale d'absence (garde enfant de - de 16 ans par exemple). Possibilité d'être appelé pour le tour de rôle dans les services encore ouverts (MDS, certains collèges, Labo, routes, RH, informatique ...).

### Collègues en situation de suspension et en attente de conseil de discipline

Deux agents sont actuellement dans cette situation. Nous sommes intervenus avec la CGT pour demander la réintégration à la fin des 4 mois de suspension (maintien du régime indemnitaire mais pas des primes) comme le prévoit la loi. Le conseil de discipline est bien

entendu repoussé et cela n'arrête pas la procédure disciplinaire. Le DGD RH nous a répondu qu'il pensait que le salaire était maintenu dans son intégralité (1° erreur) et qu'ils pouvaient poursuivre la suspension après les 4 mois (2° erreur). Nous avons saisi le DGS et nous sommes en attente d'une réponse claire et légale.

### Nous avons eu de nombreuses questions sur le maintien du salaire et de la prime de mai (article 111)

Le conseil départemental a décidé de maintenir tous les salaires. Donc, tous nos salaires (primes comprises) sont maintenues

Pour toutes ces questions, nous sommes en lien avec la DRH (DFMCT) que nous remercions au passage pour sa réactivité.

**Pour toutes ces situations, ne pas hésiter à nous envoyer un mail ([syndicat.sud@cd31.fr](mailto:syndicat.sud@cd31.fr)) ou nous téléphoner au 05 34 33 47 83.**

## Agent-es dans les collèges, le problème de la double hiérarchie

A ce jour et à notre connaissance suite au communiqué du Président, 17 collèges restent ouverts afin d'accueillir les enfants de personnels soignants. Toutefois, nous avons été interpellés sur le fait que d'autres collèges seraient ouverts sans accueil d'enfants.

### Nous demandons à ce que soit communiqué par l'administration :

- la liste des collèges ouverts, avec le nombre d'enfants reçus, le nombre d'agents territoriaux mobilisés dans ce cadre, est ce que les agents sont dotés de matériels type gants, masques,....
- Pourquoi les établissements n'accueillant pas d'enfants restent ouverts avec la mobilisation parfois d'agents de collèges ?
- Le Conseil départemental a-t-il pris attache auprès des autres collectivités (Mairies, Région) afin de concentrer l'accueil dans un seul lieu l'accueil de ces enfants ? Ce qui permettrait de limiter le nombre de personnes exposées. Si oui comment cela peut-il s'organiser ?
- Les agents des collèges sont-ils ou seront-ils mobilisés pendant les week-ends et vacances scolaires ? Si oui, combien d'agents sont ou seront concernés et comment ces heures seront comptabilisées sachant que le temps de travail de ces agents est annualisé.
- Nous avons eu également connaissance de l'existence de matériels pouvant servir aux services de santé (masques, gants etc...) qui seraient disponibles dans les collèges. Avons nous connaissance de la quantité disponible ?

## Centre départemental de planification et d'éducation familiale, vers une réouverture.

### Ce qui est proposé actuellement pour le service du CDPEF.

- Trois professionnels mobilisés par jour ( qui se relaient tous les jours), pour recevoir les patientes qui se présentent.
- Une secrétaire (souci car elle est seule et pour elle pas de relais possibles).
- Un agent de prévention.

La protection du personnel soignant est assurée, pour la secrétaire.

Compte tenu des nouvelles dispositions prises par le gouvernement et au regard du questionnement des professionnel·les, nous proposons

Le service n'est pas un service d'urgence au sens strict des techniques, les patient·es ont besoin d'être écouté·es et orienté·es en particulier sur des problématiques graves et urgentes comme les IVG, que le service ne

pratique pas, il dirige les patientes sur d autres structures .

### Propositions

- Ouverture avec des entretiens téléphoniques. Si cela s'avère nécessaire qu'un rendez vous physique ait lieu :
- Réception au CDPEF avec convocation envoyée par mail ou sms, pour couvrir les patientes lors du déplacement.

Les rendez-vous fixes permettent de réguler le flux.

La secrétaire peut être mobilisée sur la fonction « standard ».

Comme il n'y aura que des rendez-vous prévus, l'ouverture des portes et l'accompagnement physique dans les locaux peut se faire avec le personnel présent sans l'intervention d'un agent d'accueil

## Service mineur·es isolé·es, nos collègues continuent !

L'équipe du SAMI s'est organisée depuis la semaine dernière pour permettre la continuité de prise en charge des jeunes qui sont sous leur responsabilité.

Chaque jour, une permanence assurée par deux travailleurs sociaux et un administratif (en roulement) permet aux jeunes de rester en contact avec les référents. La plupart des contacts se fait par téléphone.

Les collègues ne reçoivent les jeunes que dans le cadre des urgences et notamment pour

les placements ordonnés par la justice qui restent nombreux.

Au SAMI comme dans d'autres services les agents ne sont malheureusement pas équipés (masques,-

gants, gels désinfectants) alors qu'elles sont amenées à faire des accompagnements des jeunes, venant notamment de squats.

Toutes les demandes d'AED et d'AJM ont été renouvelées ou sont en cours de renouvellement.

L'équipe du SAMI a mis en place un planning des permanences jusqu'à début avril au volontariat (hors garde d'enfant et femmes enceintes).

Chaque agent s'est mobilisé pour participer au tour de rôle et prend le relais en cas d'empêchement, pour que les jeunes continuent à avoir un interlocuteur privilégié dans cette période de difficile.

Dans ce services comme ailleurs, il est urgent de permettre aux agents de travailler dans des conditions de sécurité optimales en leur fournissant les équipements indispensables .

**NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !**



**AIRBUS DOIT FERMER !**  
Réquisition des masques  
**MAINTIEN DES SALAIRES À 100 %**



## Laboratoire Départemental en service restreint

Depuis la semaine dernière, le laboratoire Départemental fonctionne en service réduit afin d'assurer sa mission de service public tout en protégeant les agents. Seuls le service de bactériologies de l'eau et de l'alimentation et une partie de l'accueil sont en service.

Les prélèvements qu'effectue normalement le laboratoire sont suspendus temporairement.

Afin de garantir la sécurité des agents en poste, un protocole a été mis en place : Les agents doivent se signaler à l'accueil à l'arrivée et au départ, s'équiper (masques, blouses, gants) avant de rejoindre leur services. Une salle de confinement a été prévue à côté de l'accueil en cas de problème.

## Revue de presse

**On reste confiné-es d'accord, alors voici quelques idées de lecture.**

**Il faut lire l'article, *Les connards qui nous gouvernent au titre évocateur*, de Frederic Lordon paru dans le monde diplomatique.**

Il nous parle de Buzin maintenant ancienne ministre de la santé qui a «vu venir» mais n'a rien fait. De Macron et de son ton martial pour nous annoncer la guerre sans jamais employer le terme confinement. F. Lordon fait aussi une comparaison, un peu forte sans doute, avec les nettoyeurs de Tchernobyl, terme employé pour nommer toutes les personnes envoyées à la décontamination sans protections, et ainsi fait le lien avec les travailleurs forcés.

L'image est choc mais elle a le mérite d'être claire.

<https://blog.mondediplo.net/les-connards-qui-nous-gouvernent>

**C'est bien d'enchaîner avec l'article de Maxime Combes, économiste d'ATTAC, paru dans Bastamag.**

Durant son discours Macron aura employé six fois le mot guerre, mais les mots ont un sens. Nous ne sommes pas en guerre mais en pandémie, ici pas de chars, pas d'explosions pas de force ennemie, seulement un virus et des personnels soignants en première ligne. Mais il est question aussi de solidarité.

<https://www.bastamag.net/pandemie-covid19-coronavirus-Macron-guerre-virus-confinement>

**En parlant de solidarité nous vous proposons l'article de Rouja Lazarova paru dans *La Gazette des communes*.**

Pour Julien de Normandie (ministre de la ville quand même !), l'hébergement d'urgence est un «service public» essentiel pour la cohésion nationale. Le gouvernement a annoncé le prolongement du plan hivernal et l'interdiction des expulsions durant le confinement, c'est bien le minimum. Mais cela ne suffit pas, de plus cet article pointe aussi la remise à la rue des plus précaires. Enfin ici aussi il est question du manque de gels, de masques, de gants pour les professionnels.

<https://www.lagazettedescommunes.com/668998/coronavirus-le-secteur-de-lhebergement-durgence-en-appelle-aux-collectivites-locales/>

**Pour finir le virus Covid-19 a des choses à nous dire et ça ne fait pas plaisir.** Quel monde nous voulons, quels sont nos choix de citoyens, il n'est pas tendre avec nous.

<https://lundi.am/Monologue-du-virus>